

« Sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire »

PARTI
ET
SYNDICATS

*

ÉCOLE DU MILITANT

LES SYNDICATS

=====

SOMMAIRE

	<u>Pages :</u>
Introduction	I
I) <u>LE SYNDICALISME DANS LA PERIODE DU CAPITALISME ASCENDANT</u>	
A - La naissance du syndicalisme	1
1°) - Corporations et syndicats	1
2°) - La loi Le Chapelier et sa signification réelle	2
3°) - Les premiers pas du Syndicalisme	2
B - L'Apogée du syndicalisme "pur"	3
1°) - Le développement du syndicalisme jusqu'à la première guerre mondiale	3
2°) - Les courants d'idéologie syndicaliste	4
a) Le Syndicalisme trade-unioniste	5
b) Le syndicalisme social-démocrate	6
c) L'anarcho-syndicalisme	7
- Le syndicat et le parti ouvrier	7
- Syndicat et Etat	8
: Contre l'ingérence de l'Etat	8
: Antimilitarisme	9
- La Grève générale	9
- Appréciation	10
d) Conclusion	10
II) <u>LE MOUVEMENT SYNDICAL DEPUIS LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.</u>	
A - Le mouvement syndical pendant la guerre de 14-18	11
B - Le marxisme et les Syndicats avant 1914	12
1°) - Rosa Luxembourg, Grève Générale, Partis et syndicats ..	12
2°) - LENINE : Que Faire ?	13
Conclusion	13
C - L'Internationale Communiste et le Syndicalisme	14
1°) - Les syndicats Russes dans la Révolution	14
2°) - Les syndicats des autres pays contre la Révolution ..	14
3°) - Les Révolutionnaires et le mouvement syndical : thèses de l'I.C.	15
4°) - La création de l'Internationale syndicale Rouge	16
D - Le mouvement syndical depuis 1920	17
a) La Fédération Syndicale Internationale (F.S.I.)	17
b) L'Internationale Syndicale Rouge (I.S.R.)	17
c) La 2ème guerre mondiale et la F.S.I.	18

LI) NATURE ET ROLE DES SYNDICATS DANS LE DECADENCE DE
L'IMPERIALISME - LES TACHES DE LA IV^e INTERNATIONALE

Pages :

A - La situation actuelle de l'Impérialisme	18
B - Les idéologies syndicalistes actuelles	19
1°) Le réformisme classique	20
2°) Staliniisme et syndicalisme	20
3°) Des "syndicats" jaunes aux "syndicats" fascistes ...	21
C - Le caractère essentiel du syndicalisme : son intégration à l'Etat	22
1°) Pourquoi cette tendance	22
2°) Exemple d'intégration à l'Etat	23
D - Les tâches des révolutionnaires dans les syndicats	23
1°) Dans les pays impérialistes et coloniaux	23
a) l'orientation vers les syndicats	23
b) contre tout fétichisme des syndicats : La nouvelle direction	24
c) Les tâches	25
d) pays coloniaux	26
2°) Les révolutionnaires et les syndicats soviétiques .	
a) le fonctionnement des syndicats sous la bureaucratie stalinienne	27
b) des syndicats pendant la dictature du prolétariat	27
CONCLUSIONS	29

INTRODUCTION

La question des syndicats est peut-être la question essentielle qui divise les diverses tendances du mouvement ouvrier. Depuis que le syndicalisme ouvrier s'est développé en organisations de masse, nous voyons différents courants se heurter en son sein, tant sur l'interprétation de son rôle immédiat et historique que sur celle de ses moyens d'action. Le marxisme nous permet de définir l'attitude du militant révolutionnaire vis-à-vis des syndicats. Pour cela, il faut d'abord définir le plus scientifiquement possible la nature du syndicat. Cela sera possible par l'étude historique de la naissance et du développement du syndicalisme. Nous verrons, ainsi qu'il est faux de parler d'un syndicalisme en général, comme d'une institution qui peut être définie une fois pour toutes dans ses buts ou ses méthodes. Le syndicat varie aussi bien dans sa nature, que dans son idéologie avec les différentes étapes du capitalisme et avec les différents aspects de celui-ci, dans les différents pays.

La théorie marxiste nous permettra donc, tout en tenant compte de ces conditions variables, de donner une interprétation des syndicats à notre époque de décadence de l'impérialisme et d'en déduire les tâches du parti révolutionnaire à leur égard. Notre étude suivra donc les différentes phases de l'évolution du capitalisme : les syndicats sous le capitalisme de libre concurrence, puis à l'époque de l'impérialisme. La période actuelle de décadence de l'impérialisme sera étudiée plus spécialement en relation avec les tâches des militants dans les syndicats.

o
o o

CHAPITRE I : LE SYNDICALISME DANS LA PERIODE DU CAPITALISME ASCENDANT.

A - La Naissance du syndicalisme

Le syndicalisme ouvrier est lié au capitalisme industriel et il naît en même temps que lui en Angleterre et en France, dès le début du XVIII^e siècle. Contrairement aux corporations, il apparaît comme l'organe d'une classe s'opposant à une autre.

1^o - Corporations et syndicats

La plupart des historiens bourgeois ou même réformistes établissent une liaison continue entre corporations et syndicats. Il y aurait à la base "le besoin qu'éprouvent les gens exerçant le même métier de former entre eux des associations" (R. Bothereau : Histoire du syndicalisme français - (Que sais-je ?) Ne faire ainsi des syndicats que "la forme la plus récente et la plus évoluée" des confréries ou des compagnages, reflète évidemment la politique de collaboration de classes pratiquée par les réformistes. La corporation, en effet réunit ce que le syndicat sépare et oppose : employeurs et employés. Le maître y exerce une domination absolue sur les compagnons et apprentis. De plus, la corporation correspond à l'époque de la féodalité et représentait une entrave au libre développement du capitalisme. En surveillant les transactions, en limitant les entreprises, par son cloisonnement absolu, par rapport aux corporations voisines, elle empêchait l'essor des forces économiques.

.... /

La Révolution bourgeoise abolit donc les corporations en 1791.

2°)- La Loi Le Chapelier : sa signification réelle

Cette abolition est la loi Le CHAPELIER du 10 Juin 1791. Il importe de bien expliquer la signification de cette loi que MARX a qualifiée de "Coup d'Etat bourgeois". Cette loi déclare :

"Il n'y a plus de corporations dans l'Etat. Il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général. Il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire de la chose publique pour un esprit de corporation."

L'article II ajoute :

"Les citoyens d'un même état ou profession, ne pourront, lorsqu'ils se trouvent ensemble, se nommer ni Président, ni Syndic, ni tenir des registres, ni prendre des arrêtés ou délibérations, ni former des règlements sur leurs PRETENDUS intérêts communs."

Si les ouvriers veulent imposer un prix uniforme de leur force de travail, cela est considéré comme "attentatoire à la liberté et à la Déclaration des droits de l'Homme". La Loi s'oppose donc à l'action organisée des ouvriers et à toutes grèves.

Il faut examiner cette loi de très près, car, sous le couvert du marxisme, elle a été interprétée faussement par les réformistes. Selon ceux-ci, il n'y a là qu'une opposition aux excès de la réglementation des corporations et on tombe tout au plus dans un autre excès (Bothereau) ; Selon Paul Boncour, à cette époque où dominait la petite industrie artisanale, l'abolition de la maîtrise "donnait pleine satisfaction aux revendications ouvrières". Jaurès lui-même, conteste le caractère de classe de cette loi et reproche à Marx de l'avoir traitée de "coup d'état bourgeois" (Jaurès : Constituante 606 12)

Le réformiste cherche à cacher la lutte de classe irréductible qui oppose ouvriers et patrons. S'il est exact que la loi Le Chapelier abolit les corporations, il est plus important pour le militant ouvrier de remarquer qu'elle était dirigée en premier lieu contre les ouvriers. Il est caractéristique qu'elle sera sans cesse invoquée par la bourgeoisie révolutionnaire contre les bras nus, c'est-à-dire les ouvriers en lutte pour leurs salaires. La loi fut d'ailleurs votée expressément contre les nombreuses grèves de charpentiers, typographes, chapeliers, maréchaux-ferrants, etc..., qui avaient eu lieu en Mai/Juin 1791.

3°)- Les premiers pas du syndicalisme:

Il était nécessaire d'insister sur ce caractère de classe de la loi Le Chapelier, car, en s'opposant à leur naissance même, aux premiers essais de syndicats ouvriers, la bourgeoisie nous montre, d'emblée, que ceux-ci représentaient pour les travailleurs, un instrument de lutte de classes, un organisme qui leur permit de résister et même d'arracher des avantages à leurs employeurs. Nous remarquons le même phénomène en Angleterre, où le mouvement a commencé plus tôt, par suite de l'avance de la révolution industrielle. En 1720, les tailleurs de Londres, affirment dans une plainte au parlement :

.../...

"Les ouvriers tailleurs dans l'intérieur et aux environs des cités, au nombre de 7.000 et plus, ont récemment formé une association pour augmenter leurs salaires et abandonner leur travail une heure plus tôt."

Cette simple phrase révèle que le syndicat s'attaque bien à la plus-value du patron. Mais la tradition corporative prédominait encore chez ces ouvriers assez conservateurs. Il n'en était pas de même à la fin du siècle, lorsque les ouvriers textiles commencèrent à s'agiter. En trois semaines, était votée et sanctionnée une loi réprimant toute coalition quelle qu'elle soit. Cette interdiction qui a lieu 8 ans, après la loi Le Chapelier, prouve bien que les bourgeoisies anglaise et françaises voyaient dans ces lois, beaucoup plus un moyen de défense contre les syndicats ouvriers que contre le corporatisme féodal.

Elles ne se trompaient pas. Nous voyons, en effet que dès 1792-94, les ouvriers parisiens entrent en lutte ouverte contre la bourgeoisie révolutionnaire: dans les ateliers d'armes et les manufactures de papier où étaient concentrés de nombreux ouvriers, des syndicats s'organisèrent sérieusement, prélevaient des cotisations et dirigeaient des grèves, malgré les interdictions successives. Si on se rappelle que la France était alors en guerre, nous pouvons voir que les premières associations ouvrières ne renonçaient pas à leurs revendications au nom de l'union sacrée.

Ce rapide exposé du début du syndicalisme ouvrier nous montre donc les caractères fondamentaux de celui-ci : il apparaît avec le divorce entre le travail et la propriété des instruments de production. Il rassemble les ouvriers qui s'efforcent, grâce à la puissance acquise par leur union de vendre le plus cher possible leur force de travail à la bourgeoisie. Pour cela, l'arrêt de travail est un des principaux moyens d'action.

Ces caractères sont les critères du syndicalisme ouvrier à travers toute son histoire.

B - L'apogée du syndicalisme "pur".

Malgré la répression de l'Etat bourgeois, les syndicats devaient continuer à se développer dans tous les pays capitalistes, sous des formes et avec des idéologies particulières. A près un aperçu de l'histoire de ce mouvement, nous étudierons particulièrement les différentes doctrines syndicalistes, à la veille de 1914 dans les trois principaux pays capitalistes: Angleterre, Allemagne, France.

1°)- Le développement du syndicalisme jusqu'à la première guerre mondiale

Les premières associations ouvrières sont créées dans les professions ayant déjà derrière elles, une tradition corporative. Tailleurs, typographes et charpentiers s'organisent les premiers. Puis les guerres accentuant la concentration en manufactures et usines, les ouvriers industriels forment également des associations à caractère plus violent et révolutionnaire. Cependant le mouvement ne fut pas continu, ni uniforme.

En Angleterre où l'interdiction des coalitions fut levée, dès 1825, un puissant mouvement se développe : La "Great Consolidated Trade Union", de Robert Owen compte 500.000 adhérents en 1833. Elle se désorganise après des grèves malheureuses et le syndicalisme se réforme en unions d'industrie qui se coordonnèrent peu à peu. La loi s'assouplissant et le droit de grève étant reconnu vers 1875, les organisations grossirent. De 432.000 membres, en 1903, leur nombre passe à 1.100.000 en 1914.

En France, nous voyons d'abord des Mutuelles plus ou moins légales. Puis le mouvement s'amplifie vers 1860 aidé au début par le paternalisme du second empire. Dès lors, le mouvement s'amplifie jusqu'en 1914, malgré la répression des Versaillais, qui, après la Commune, fusillèrent et déportèrent des milliers de militants. Le nombre des syndiqués progressa ainsi dès 1890:

1890	1895	1900	1905	1910	1914
139	419	492	781	977	1025 (en milliers)

En Allemagne, le mouvement syndical fut plus tardif et se développa parallèlement au mouvement politique. Divisé en tendances, il s'unifie et passe de 50.000 membres en 1875 à 307.000 en 1892 et à 2.573.000 en 1913. Le même développement a lieu dans le reste de l'Europe et aux Etats-Unis.

Autriche :	Italie	Russie:	Etats-Unis
400.000 en 1911	340.000 en 1911	250.000 en 1907	1.020.000 en 1914

Vers 1900, alors que le syndicalisme groupait environ 16 millions d'ouvriers, naquit l'idée d'une organisation internationale, lors d'un congrès ouvrier scandinave. En 1903 était créé le Secrétariat Syndical International, et un Congrès Mondial se réunit tous les 2 ans. Mais, il ne s'occupait pas des questions théoriques. Ainsi, le Congrès de Christiania en 1907, vota un ordre du jour:

"excluant du débat toutes les questions théoriques ainsi que celles qui concernent les tendances et la tactique du mouvement syndical dans les divers pays."

On écarta ainsi des débats la question de la grève générale, de la journée de 8 heures et de l'antimilitarisme. Il ne s'agissait donc pas d'une véritable internationale ouvrière. L'accord sur les questions de principe n'existait pas, car divers courants idéologiques s'affrontaient.

2°)- Les courants d'idéologie syndicaliste.

Avant la guerre de 1914, le syndicalisme se divise entre un certain nombre de tendances dont les plus caractéristiques sont: le trade-unioniste surtout en Angleterre et aux Etats-Unis, le syndicalisme social-démocrate allemand et l'anarcho-syndicalisme en France.

*Nous n'envisagerons pas ici le syndicalisme chrétien, qui par ses principes ne relève pas du mouvement ouvrier révolutionnaire, comme en témoigne cette définition qu'en donne le journal "La croix" du 28 Juin 1946 :

"Le syndicalisme chrétien repose sur les principes de justice et de charité chrétienne, le syndicalisme chrétien ne tente pas d'opposer les travailleurs aux patrons, il nie la réalité de la lutte de classes et préconise
.../...

"une collaboration loyale au sein des professions."

a) Le Syndicalisme trade-unioniste :

Le modèle de ce syndicalisme est l'organisation anglaise, The Trade Union Congress (T.U.C.). Ses caractères principaux sont les suivants: le syndicat est strictement professionnel et se cantonne dans des tâches économiques. Par exemple, il s'occupe des conditions de travail ou des salaires. Il organise des fonds de secours mutuel pour couvrir les risques des ouvriers : chômage ou maladie. Dans son livre "Trade-Unionisme et Syndicalisme", André PHILIP donne une définition assez valable de cette psychologie :

"L'ouvrier ne se considère pas uniquement comme un salarié, il se re-
"garde plutôt comme un marchand négociant sa force de travail, dans
"les mêmes conditions, et avec le même esprit que les autres mar-
"chands; désireux de tirer de son produit, le prix le plus élevé
"possible, il cherche à en réduire le stock, d'où une politique res-
"trictive visant... à interdire vigoureusement l'accès (de la profes-
"sion aux travailleurs :

- d'une autre génération (restriction du nombre des apprentis),
- d'une autre localité ou nationalité (opposition à l'im-
migration étrangère),
- d'un autre métier (démarcations, conflit entre qualifiés et
non qualifiés),

Le caractère essentiel est donc la prédominance des intérêts cor-
poratifs sur les intérêts de classe et les luttes sont circonscri-
tes dans le régime capitaliste dans lequel il faut s'aménager la
meilleure place possible.

Cette conception est frappante dans l'American Fédération Of Labour (A.F.L.), dont le but, selon G. est "la défense et le main-
tien de l'ordre existant, son développement et son amélioration ".
John LEWIS écrivait également:

"La Trade Union fait partie intégrante du régime capitaliste.
"Elle est un phénomène capitaliste tout comme la société é-
"conomique... La fin économique est la même pour l'une et
"l'autre; c'est le gain".

En 1906, se constitue le Labour Party qui est l'expression po-
litique du mouvement syndical au Parlement et devant l'opinion pu-
blique. Marx et Engels dénonçèrent très tôt la formation d'une aris-
tocratie ouvrière. Les Trade-Unions, dit Engels "se laissent diri-
ger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou tout au moins
payés". Quant aux ouvriers, "ils jouissent en toute tranquillité du
monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché
mondial "(Engels à Kautsky - sept.1882).

Les conséquences de cet état de fait sont:

*Aristocratie
ouvrière
et
syndicalisme*

- l'hostilité des couches les plus misérables de la classe ouvrière qui accusent les trade-unions composés d'ouvriers bien payés, de s'entendre avec la bourgeoisie et de trahir leurs intérêts.

- le nationalisme chauvin, la défense du sort des travailleurs se confondant avec celles des conquêtes et des rapines de l'impérialisme anglais. Le T.U.C. entrera sans résistance dans la guerre.

b) Le syndicalisme social-démocrate :

Il en sera de même des syndicats allemands qui étaient pourtant pénétrés de la tradition socialiste. Mais si les T.U. eurent, dès le début, leur idéologie réformiste, les syndicats allemands dégénérent insensiblement jusqu'en 1914.

Dès 1892, les syndicats allemands sont centralisés dans la Commission Générale dont le Président est LEGIEN, ouvrier de Haldourg. Une conférence syndicale réunie en 1875, en même temps que le Congrès de fusion des socialistes à Gotha, fixa les principes du syndicalisme allemand :

- 1°)- devoir des travailleurs de tenir la politique éloignée des syndicats;
- 2°)- Obligation morale pour les ouvriers de s'affilier au Parti Socialiste, qui, seul, peut rendre convenable la condition politique et économique du prolétariat.

En fait, il y avait une division du travail entre les deux organisations: le parti veut conquérir le pouvoir pour transformer le régime, le syndicalisme lutte pour l'amélioration présente des conditions de vie. D'abord l'activité syndicale ne fût considérée que comme secondaire par les dirigeants du parti. Bebel déclare en 1893:

"Contre une puissance aussi fortement organisée que les Krupp..., "le mouvement syndical ne peut absolument rien." et W. Liebknecht :

"Nous ne voulons pas qu'on s'imagine qu'à eux seuls les syndicats parviendront jamais à briser la force du Capital. Celui-ci ne peut pas être anéanti sur son propre terrain... Il lui faut arracher des mains la puissance publique; ce n'est possible que par la lutte politique."

C'est ainsi que les syndicats refusent en Allemagne de déclancher une grève générale, sous prétexte qu'un tel mot d'ordre relève de l'autorité du parti. Kautsky, enfin, dénonce très justement le danger quand le mouvement devient une Union d'ouvriers bien payés comme en Angleterre :

"Il ne contribue alors en rien au relèvement du prolétariat considéré comme classe; il est susceptible au contraire de le gêner et de le retarder."

Mais, à la longue, une évolution se produit : le parti subit l'influence de la lutte syndicale et s'en tient à un programme minimum de réformes. Les deux organisations créent des institutions communes : centres d'éducatons ouvrière, d'élaboration de la législation sociale, coopératives, sociétés de musique ou de sport... Le syndicat devient un énorme appareil qui a ses immou- bles et ses caisses d'assurances. Le côté administratif l'emporte, des permanents inamovibles ne s'attachent qu'à la gestion financière du syndicat devenu une véritable entreprise. La concentration aboutit à retirer aux organisations locales le droit de décider de la grève.

A la veille de 1914, nous remarquons en outre, le même phénomène en Angleterre : la chute dans le social-patriotisme. L'élévation de l'Allemagne au rang de puissance impérialiste procure certains avantages aux ouvriers : hausses de salaires, assurances sociales. La conquête de marchés étrangers et de pays coloniaux apparait aux dirigeants syndicaux comme un obstacle au chômage. Un socialiste: WINNING, écrira en 1915, pour justifier son impéria- lisme :

"Les syndicats ne peuvent négocier avec succès les salaires et les condi- tions de travail que lorsque la production et l'échange sont en pleine pros- périté. De cette façon, les masses travailleuses sont intéressées au destin de "de l'économie nationale et au raffermissement politique de l'Etat".

c) L'anarcho-syndicalisme :

Nous ne voulons pas retracer l'histoire du mouvement syndical français et des luttes qui aboutirent à la constitution de la C.G.T. au congrès de Limoges en 1895. Un nom est attaché à ce travail d'organisation : celui de Fernand PELLOUTIER qui anima les Bourses du Travail, et dont l'influence fût prépon- dérante, même après sa mort en 1901.

Le syndicalisme révolutionnaire dominera toute l'action ouvrière en France jusqu'à la guerre. Nous trouvons sa théorie exposée chez des militants tels que Pelloutier et Griffuelhes, ou chez d'autres écrivains se croyant plus ou moins syndicalistes, comme Sorel et Lagardelle. En fait, il n'y a pas vraiment une théorie de l'anarcho-syndicalisme; sous ce mot, différentes théo- ries existent. Cependant, il est très important de déterminer les thèmes prin- cipaux, car ils jouent un grand rôle aujourd'hui encore, dans la mentalité ou- vrière française et sont utilisés selon les tactiques du moment par les bu- reaucrates traitres. Nous étudierons ce syndicalisme dans son attitude vis-à- vis du parti socialiste et de l'Etat et dans ses moyens d'action.

Le syndicat et le parti ouvrier

Un des principes fondamentaux du syndicalisme révolutionnaire est son autonomie politique et même son hostilité au parti ouvrier. Cependant le but final est le même, puisque le Congrès des Bourses déclarait:

"La C.G.T. groupe en dehors de toute école politique les travailleurs " conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat "et l'élaboration sur le terrain économique de la société communiste".

.../...

Mais il y a divergences quant aux moyens. Cela s'explique si l'on se rappelle que le P.S. français ne se différençait pas très bien des autres partis bourgeois de gauche. L'aile droite avait donné Millerand au Gouvernement, les députés employaient à peu près la même phraséologie que les radicaux: un mélange d'anti-cléricalisme et d'humanitarisme hérité de 1789 et de 1848. Les syndicats en lutte serrée contre l'ennemi de classe ne perdaient pas de vue leurs buts révolutionnaires et dénonçaient, à juste titre, le pourrissement du P.S. au contact du Parlementarisme bourgeois.

Là est leur apport positif. Mais cette méfiance se concrétisait dans la formule: pas de politique ! Il y a là une confusion qui ne cessera de peser sur le mouvement syndical français. D'une part, il y avait le désir légitime de conserver l'indépendance organisationnelle vis-à-vis du parti, mais d'autre part, il était erroné de ne pas poser le problème politique et d'affirmer que le seul rôle était la lutte économique. Le triomphe de cette politique fut la célèbre Charte d'Amiens en 1906. Elle fut votée après le rejet par le Congrès d'un voeu des éléments Guesdistes tendant à une liaison plus ou moins permanente avec le parti socialiste. Elle proclame que le but reste la disparition du patronat et du salariat:

"En ce qui concerne les individus: entière liberté pour participer, hors du syndicat aux luttes politiques ou philosophiques, mais sans les introduire dans le Syndicat. En ce qui concerne les organisations: l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupement syndicaux à préoccuper des partis et des sectes, qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté la transformation sociale."

Le syndicalisme se présente donc comme un système complet capable à lui seul, face aux socialistes et aux anarchistes, d'assurer la défense de la classe ouvrière et sa libération sociale.

Syndicat et Etat

Contre l'ingérence de l'Etat

Dans tous les Congrès de la C.G.T., on retrouve une méfiance vis-à-vis de toute intervention de l'Etat et de toute loi sociale. Le syndicat se prononce pour l'action directe de la classe ouvrière qui impose seule sa volonté au patron. Aucune collaboration avec l'Etat, aucun appel au pouvoir, quel qu'il soit: Pour PELLOUTIER :

"L'Etat n'a pour raison d'être que la sauvegarde d'intérêts superflus ou nuisibles."

et pour GRIFFUELHES:

"L'Etat est un facteur d'oppression."

Aussi, les syndicats s'opposent à l'assurance obligatoire et à tous les projets de retraites. La politique de MILLERAND tendant à créer des conseils d'usines élus, d'instituer l'arbitrage obligatoire, de former des Conseils Généraux du Travail et de donner une personnalité morale aux syndicats est

.../...

9)
qualifiée par GRIFFUELHES de "libéralisme corrupteur" et de "manoeuvre du gouvernement, pour devenir maître absolu de l'action syndicale."

Mais en même temps, les doctrinaires s'opposaient à l'Etat ouvrier et à la dictature du prolétariat. PELLOUTIER déclarait :

"La révolution faite, il n'y aura plus d'Etat, par conséquent, plus de "centralisation."

Antimilitarisme :

L'antimilitarisme est la manifestation la plus violente de cette opposition à l'Etat. Le Congrès d'Amiens de 1906, affirme:

"La propagande antimilitariste et antipatriotique doit devenir toujours "plus intense et toujours plus audacieuse. Dans chaque grève, l'armée est "pour le patronat, dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nations ou colonies, la classe ouvrière est dupée et sacrifiée au profit de la "classe patronale, parasitaire et bourgeoise."

Les syndicats créent alors le Sou du Soldat et s'élèvent contre les 3 ans. Le Congrès de MARSEILLE, en 1908, demande que les jeunes soldats restent au service de la classe ouvrière et affirme:

"Il faut faire l'instruction des travailleurs, afin qu'en cas de guerre, "entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre, par "une déclaration de grève générale révolutionnaire."

La Grève générale:

Nous venons d'indiquer l'idée centrale de l'anarcho-syndicalisme : la grève générale. Dès 1892, cette idée s'impose et devient un dogme réaffirmé à chaque congrès syndical. Chez un théoricien verbeux et confus, comme SOREL, la grève générale est glorifiée comme un mythe, une idée force qui fait agir les masses; mais cette grève était proposée comme une panacée, utilisable à n'importe quel moment, pour résoudre tous les problèmes. Cette question isola la C.G.T. des réformistes du P.S. et du Secrétariat syndical international qui refusa de l'inscrire à son ordre du jour.

Il y avait cependant un avantage. En s'opposant aux partisans de la légalité parlementaire, cette théorie contribuait à dissiper parmi les ouvriers français les illusions quant aux réformes progressives de l'Etat. L'erreur était de considérer la grève générale comme une arme utilisable à volonté, au lieu de la considérer comme une réaction à la fois économique et politique contrôlée et ordonnée seulement dans une situation historique déterminée. Loin de provoquer automatiquement une situation révolutionnaire, elle n'est au contraire efficace que si elle se produit dans une période révolutionnaire .

C'est sur cette critique de la G.G. que jouaient les staliniens, lorsqu'ils nous reprochaient en 1947 et 48 notre "aventurisme provocateur" et la phrase anarcho-syndicaliste. En fait, ils le faisaient au nom du réformisme pour masquer leur trahison à un moment où la situation exigeait précisément un tel mot d'ordre. Voir en particulier : "P. Frank: la grève générale, hérésie anarcho-syndicaliste ? dans le N° 225 de "La Vérité" (15 Janvier 1949).

Appréciation :

Quoiqu'il en soit, il semble que, compte tenu de ces critiques, une appréciation des plus valables de ce syndicalisme nous est donnée par ROSMER, qui dit de la C.G.T. :

"Dans sa lutte de chaque jour, elle avait toujours le but final devant les yeux, et le but final c'était la conquête du pouvoir par l'organisation syndicale et par elle aussi l'organisation de la société sans classes de demain. Et sa faiblesse résidait précisément dans le fait qu'elle était quelque chose d'hybride, à la fois une organisation syndicale et un parti politique et plus encore un parti qu'une organisation syndicale... Mais entre le travail de parti et le travail syndical, il y avait souvent antagonisme."

On pourrait résumer en disant que le mouvement syndicaliste révolutionnaire était un parti révolutionnaire embryonnaire.

Conclusion:

A première vue, il semble que les divergences sont assez grandes entre ces trois courants syndicaux: le trade-unionisme est étranger à toute politique révolutionnaire, le social démocratisme partage le travail entre parti et syndicat, l'anarcho-syndicalisme proclame la suprématie du syndicat. Cependant, tous sont déterminés dans leurs caractères par le fait qu'ils vivaient à l'époque du capitalisme de libre concurrence qui pouvait accorder certains avantages aux travailleurs. Ceci explique ces traits communs qui seront mis en lumière par l'Internationale Communiste en 1920 :

"Les syndicats créés par la classe ouvrière pendant la période du développement pacifique du capitalisme représentaient des organisations ouvrières destinées à lutter pour la hausse des salaires ouvriers sur le marché du travail et l'amélioration des conditions de travail salarié."

D'autre part, dans presque tous, s'est formée une catégorie d'ouvriers spécialisés, bien rétribués, qui s'allia avec la bourgeoisie au cours de la guerre. La conclusion de cet effondrement sera tirée par Lénine et le mouvement révolutionnaire issu de la Révolution Russe.

CHAPITRE II : LE MOUVEMENT SYNDICAL DEPUIS LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.

Avant d'étudier le mouvement syndical à l'issue de la Ière guerre mondiale, nous allons montrer comment les différents syndicats passèrent dans le camp de leur propre bourgeoisie et nous analyserons ensuite les quelques écrits marxistes sur la question syndicale parus avant 1914. Nous verrons comment LENINE et Rosa LUXEMBOURG, essayant de résoudre la question des rapports entre partis et syndicats, allaient être à l'origine de l'analyse marxiste des syndicats, à l'époque impérialiste, telle qu'elle est énoncée dans les thèses des premiers congrès de la III^e Internationale. Nous étudierons ensuite les grands traits de la situation actuelle du mouvement syndical.

A - Le mouvement syndical, pendant la guerre de 1914-18

Comment vont se comporter, face à la guerre impérialiste, les grandes centrales syndicales ? Pour les Trade Unions britanniques, nous avons montré à quel point ils étaient liés à l'impérialisme. La défense des intérêts de l'aristocratie ouvrière était liée à celle de l'Empire, aussi les syndicats s'intégrèrent-ils immédiatement à la machine de guerre. Le 24 Août 1914, ils demandaient la suspension de toutes les grèves en cours et en Avril 1915, les dirigeants acceptaient de renoncer au droit de grève, en échange de l'octroi de Comités paritaires et de délégués d'ateliers.

En fut-il de même du syndicalisme allemand qui se réclamait du marxisme ? Là aussi, les tendances à identifier les intérêts de classe ouvrière à ceux de l'impérialisme allemand l'emportèrent. Tandis que les députés sociaux-démocrates votaient les crédits de guerre, le Secrétaire général LEGIEN déclarait en 1915 :

"Si l'issue de cette guerre est défavorable pour nous, nous serons frappés plus fortement que d'autres. Car, nous nous sommes créés en Allemagne une culture ouvrière, comme on n'en peut trouver une dans aucun autre pays. Les frontières du Reich allemand ne nous sont pas indifférentes."

Le 4 Août, les leaders mirent fin aux grèves et obtinrent des sièges dans les organisations de secours aux mutilés et dans les Comités de Ravitaillement. En Novembre, le Chancelier du Reich, visite officiellement les immeubles des syndicats,, sur l'invitation de leur direction.

C'était en France que le mouvement syndical semblait le moins susceptible de sembler dans l'union sacrée. Les syndicalistes français ne se contentaient pas de belles paroles; leur antimilitarisme les avait conduits déjà en prison et ils paraissaient décidés à la grève générale contre la guerre. L'effondrement n'en fut que plus sensible, quand on vit la C.G.T. approuver la défense nationale et JOUHAUX siéger aux côtés de l'ex-préfet de Police LEPINE et de Charles MAURRAS au Secours National, avant de recevoir le titre de Commissaire de la Nation. ROSMER a suivi, jour après jour, les étapes de cette trahison dans l'organe de la C.G.T., "La Bataille syndicaliste".

Comment peut-on l'expliquer ? On a dit que c'était l'assurance donnée par le Gouvernement que les chefs syndicalistes inscrits au carnet B ne seraient pas inquiétés s'ils acceptaient la guerre. JOUHAUX donne pour excuse le silence de LEGIEN à l'un de ses appels, cependant que MERRHEIM pense que la classe ouvrière devenue nationaliste aurait fusillé ses dirigeants hostiles à la guerre.

Il est évident que ce n'est pas une explication car il faut dire pourquoi ces masses étaient devenues nationalistes ou pourquoi JOUHAUX n'avait plus peur du Carnet B. Nous trouverions alors les mêmes causes qu'en Angleterre ou en Allemagne: le poison patriotique s'installe dans la classe ouvrière dès qu'elle admet une similitude entre ses intérêts et ceux de la bourgeoisie. En l'absence d'une direction armée de la théorie marxiste qui aurait dû expliquer aux masses les causes et les dangers de guerre, au lieu de déclamer abstraitement sur la grève générale, la classe ouvrière fut démoralisée et vaincue par le gouvernement, qui lui avait préparé sa guerre dans tous les domaines.

Il importe cependant de ne pas prononcer une condamnation absolue de l'anarcho-syndicalisme. C'est lui, qui en France, fut le foyer de l'opposition révolutionnaire. C'est autour du journal de MONATTE "LA VIE OUVRIERE", que se réunissaient à PARIS, les premiers opposants dont certains seront les fondateurs du mouvement communiste : ROSMER, MONATTE, MERRHEIM, GUILBEAUX, ainsi que MARTOV et TROTSKY. Malgré cela, l'anarcho-syndicalisme, dans son ensemble avait sombré comme le reste du mouvement syndical mondial. Il fallait élaborer une doctrine vraiment marxiste et révolutionnaire du syndicalisme.

B - LE MARXISME et les SYNDICATS AVANT 1914.

Les écrits vraiment marxistes sur le syndicalisme furent rares avant 1914. Cependant deux théoriciens ont dégagé l'essentiel sur ce problème: Rosa LUXEMBOURG en ALLEMAGNE - LENINE en Russie.

I°)- ROSA LUXEMBOURG : Grève Générale, Parti et Syndicats (1906).

Nous avons vu les essais tentés par les théoriciens socialistes allemands pour préciser la nature et le rôle respectif du parti et des syndicats. Malgré certaines intuitions de BEBEL ou de KAUTSKY, la direction du parti se mit vite à la remorque de l'activité purement économique et réformiste des syndicats.

Le Congrès de GENEVE de la Ière Internationale de MARX en 1866 avait pourtant assigné aux syndicats, dont la création était définie comme la tâche principale du prolétariat, un but révolutionnaire:

"Ces associations doivent, non seulement lutter contre les attaques du Capital, mais aussi être le centre de l'organisation de la démocratie. Elles doivent soutenir le mouvement politique ou autre qui a pour but l'émancipation sociale."

Mais la lutte contre l'anarchisme de BAKOUNINE avait donné naissance en ALLEMAGNE à une tradition plus ou moins réformiste. Les syndicats étaient contre la grève générale et le parti l'avait abandonnée dans sa propagande. Rosa LUXEMBOURG eut le mérite, en 1905, d'apporter des remarques importantes sur ce problème et sur les rapports entre parti et syndicats. Elle indique très bien pourquoi ces discussions sur la grève générale nous apparaissent aujourd'hui stériles. L'erreur des partisans et des adversaires de la grève générale était de considérer celle-ci abstraitement, de spéculer sur la possibilité ou l'impossibilité, sur le danger ou l'utilité d'une telle grève.

"Ce n'est point par l'appréciation subjective de la grève générale au point de vue de ce qui est désirable, mais c'est par l'examen objectif des origines de la grève en masse, au point de vue de ce qui est historiquement nécessaire que le problème peut seulement être envisagé et aussi discuté."

Au travers d'une analyse de la Révolution Russe de 1905, elle parvient à préciser ainsi la nature des rapports du syndicat et du parti. Il y a un rapport très étroit entre la lutte économique et la lutte politique. Les deux aspects ne sont pas séparables, mais sont "deux faces entremêlées de la lutte de classe". La division des deux luttes "n'est qu'un produit artificiel, quoique historiquement explicable de la période parlementaire" : d'un côté des luttes économiques dispersées, de l'autre une action politique au Parlement.

"Mais dans une action révolutionnaire de masse, lutte politique et lutte économique ne font qu'un et la limite artificielle tracée entre syndicat et parti socialiste, comme entre deux formes séparées, tout à fait distinctes du mouvement ouvrier est simplement effacée; il n'y a qu'une seule lutte de classe, tendant à la fois à limiter l'exploitation capitaliste au sein de la société bourgeoise et à supprimer l'exploitation capitaliste en même temps que la société bourgeoise."

En conséquence, le parti doit diriger politiquement la grève et par là, le syndicat. Le militant syndical oublie le but final car les syndicats ne représentent qu'un aspect partiel, un stade de développement du mouvement ouvrier et les intérêts de groupes déterminés. Le parti ouvrier représente "la classe ouvrière et les intérêts de son émancipation dans leur ensemble."

Le rapport des syndicats au parti socialiste est donc celui d'une partie au tout.

2°)- LENINE : que faire ? (1902)

Trois ans, auparavant LENINE, dans sa polémique célèbre avec les économistes avait précisé les rapports entre l'organisation des ouvriers (forme syndicale) et l'organisation des révolutionnaires (Le Parti). La question prenait un aspect particulier en Russie, car les syndicats illégaux avaient une activité semi-clandestine. Dans ces conditions, la distinction entre parti et syndicats n'était pas aussi claire que dans les pays de démocratie bourgeoise.

La conséquence d'une telle situation est double: d'une part les ouvriers sont amenés à s'occuper des questions politiques, ce qui est au profit du parti ouvrier, qui peut influencer les masses ouvrières, mais, d'autre part, les socialistes sont tentés de confondre le syndicat et le parti: c'est l'erreur économiste.

Or, il faut absolument distinguer l'organisation professionnelle des ouvriers qui doit être très large et si possible, légale, et l'organisation des révolutionnaires, dont le but est la préparation de la révolution politique.

Lorsque LENINE affirme que :

"La lutte politique de la Social-démocratie est beaucoup plus large et plus complexe que la lutte économique contre le patronat et le gouvernement."

Il rejoint Rosa LUXEMBOURG, qui voit dans la lutte syndicale, un aspect partiel de la lutte révolutionnaire. D'autre part, les deux auteurs se complètent en précisant les deux notions de neutralité et d'indépendance. Le syndicat doit être indépendant organisationnellement du parti, mais n'est pas neutre politiquement. L'ouvrier socialiste soutient les syndicats et travaille à y exercer son influence. Deux-mêmes, les ouvriers ne peuvent arriver, par la seule lutte économique spontanée à acquérir la capacité politique et la compréhension de leur tâche historique. L'organisation politique dans laquelle s'efface la différence entre intellectuels et ouvriers élabore et introduit la théorie du mouvement ouvrier, grâce à l'action de ses membres dans les diverses unions corporatives.

CONCLUSION:

Une idée centrale se dégage de cette analyse des deux théoriciens marxistes: le syndicat est orienté vers une activité qui ne représente qu'une partie de la tâche générale. Le Parti, lui représente la :

"classe ouvrière non seulement dans ses rapports avec un groupe donné d'employeurs, mais aussi avec toutes les classes de la société contemporaine, avec "l'état comme force politique organisée."

La conclusion qui sera développée par l'Internationale Communiste sera donc la prise de la direction politique du syndicat par le parti révolutionnaire, afin d'en faire un organe de la lutte pour le socialisme.

C - L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LE SYNDICALISME

La révolution russe devait profondément marquer le mouvement syndical aussi bien dans son organisation que dans son idéologie. Le débat actuel autour de l'indépendance du syndicalisme est encore l'écho des discussions passionnées qui suivirent Octobre 1917.

1°) - Les syndicats russes dans la révolution.

Dans "Que faire ?", (Lénine) expliquait que toute grève sous le tsarisme était politique puisqu'illégale. Aussi, n'y avait-il aucune tradition "syndicalisme pur" en Russie, lorsqu'en février 1917, les ouvriers se voient reconnaître le libre droit d'association. Le développement fut très rapide. On ne comptait que 24 organisations syndicales en février, alors que l'"Conférence pan-russe" de Juin groupe 367 syndicats, comprenant près de 1.500.000 membres. A cette conférence, le débat fut essentiellement politique entre les menchevicks selon lesquels l'action économique entreprise sur une base professionnelle était l'essentiel, puisque la révolution sociale n'était pas à envisager et les bolchevicks qui affirmaient que l'action politique révolutionnaire était alors la forme supérieure de la lutte des classes. Si les organes centraux furent d'abord menchevicks, les comités locaux d'usine étaient influencés par les bolchevicks. Ceux-ci prirent la tête du mouvement en octobre et au premier congrès pan-russe des syndicats (1er Février 1918) obtiennent 652 des voix.

On entrera dans la période du communisme de guerre, la situation économique et militaire était critique, les syndicats furent chargés d'organiser le ravitaillement des ouvriers; certains se transformèrent même en Bureau de Recrutement pour l'Armée Rouge. Ils jouèrent donc un rôle de premier plan dans la victoire de la jeune révolution.

2°) - les syndicats des autres pays contre la révolution.

La fin de la guerre impérialiste fut marquée dans tous les pays capitalistes par une montée révolutionnaire qui se traduisit, en particulier, par un afflux d'adhésions aux syndicats et de nombreuses manifestations. Que firent alors les syndicats ? Voici ce qu'en dit un historien réformiste du syndicalisme Georges LEFRANC:

"En fait, le syndicalisme a joué, comme une force d'ordre, canalisant et "disciplinant les mécontentements, les limitant à des objectifs immédiatement "réalisables, travaillant contre la révolution violente, dont la majorité des "dirigeants syndicalistes ne veulent pas plus que les gouvernements."

Cette attitude contre révolutionnaire se manifesta dans tous les pays.

En Allemagne, alors que les Conseils d'Ouvriers et de Soldats veulent immi-

ter les Soviets Russes, les organisations syndicales s'y opposent et concluent, le 15 Novembre 1919 un accord avec les Associations patronales. Au lieu de la Révolution, les syndicats se contentent d'être reconnus comme représentants des ouvriers, d'obtenir la liberté de coalition et des conventions collectives. Enfin de voir la journée de travail limitée en principe à 8 heures. Contre la révolution les dirigeants syndicaux ont choisi la République de Weimar.

Même attitude en Angleterre et Italie. Le dirigeant des Cheminots britanniques JH THOMAS fait échouer en Avril 1921 la grève générale, décidée en compagnie des mineurs et des dockers (Bevin). En Italie, surtout, on crut la révolution possible lorsque la Fédération des Métallurgistes donna, en Août 1920 l'ordre d'occuper les usines: on vit surgir des Milices, des Comités de Direction qui tentent de faire remarcher les usines pour le compte des ouvriers. Quelques jours plus tard, malgré ces succès, le congrès de la C.G.T. italienne décidait de ne point faire de ces occupations le point de départ de la bataille pour le pouvoir, mais de s'en tenir au contrôle syndical. Après trois semaines, le gouvernement put imposer sa trêve.

En France, enfin JOUHAUX s'oppose violemment à toute action directe;

"Notre conception ne saurait se contenter d'une expectative catastrophique
"qui laisserait à la catastrophe même le soin de déterminer l'ordre et l'équi-
"libre nouveaux, faire la révolution, c'est entreprendre une vaste besogne
"constructive."

C'est ainsi que l'ex-anarcho-syndicaliste fit écarter ou retarder tous les projets de grèves générales et ne soutiendra que, contraint, le mouvement de grève déclenché le 1er Mai 1920 par la Fédération des cheminots.

Le 2^e Congrès de l'I.C. caractérisera ainsi les syndicats au lendemain de la guerre:

"La bureaucratie syndicale substitue des revendications partielles réformistes, aux buts révolutionnaires généraux du mouvement et entrave d'une manière générale la transformation des efforts isolés du prolétariat en une lutte révolutionnaire unique tendant à la destruction du capitalisme."

Quelle allait être l'attitude des révolutionnaires, face à cette bureaucratie ?

3^o)- Les révolutionnaires et le mouvement syndical: thèses de l'Internationale Communiste.

Cette attitude fut définie au 2^e Congrès de l'I.C. dans le texte : le mouvement syndical, les Comités de Fabriques et d'Usines. Ce document explique comment les syndicats aidèrent la bourgeoisie pendant la guerre, par suite de leur composition d'une majorité d'ouvriers spécialistes, bien payés. La situation du capitalisme, après la guerre est telle que toute revendication mène à la lutte révolutionnaire et que de larges masses ouvrières affluent dans les syndicats qui représentent alors des organes de la destruction du capitalisme. Aussi, importe-t-il que les communistes militent dans les syndicats et en fassent des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste et le triomphe du communisme.

Ils ne doivent pas désertier les syndicats, mais en conquérir la direction politique.

Mais, ce qui est déterminant, c'est le travail révolutionnaire: si le maintien dans le syndicat n'est possible qu'au prix de l'abandon total de ce travail, il ne faut pas hésiter à faire la scission en expliquant aux masses pourquoi cela est nécessaire. Les tâches des communistes sont aussi définies dans les conditions 9 et 10 d'adhésion à l'I.C. :

"9°) Tout parti communiste..... doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières... Des noyaux communistes devront gagner les syndicats "les conseils à la cause du communisme.

"10°)- Tout parti.... a pour devoir de combattre avec énergie et tenacité "l'Internationale des syndicats jaunes d'Amsterdam."

Il faut créer un front syndicaliste international qui permette la défense de classe ouvrière de tout pays, en lutte contre sa bourgeoisie. Pour centraliser cette action, les syndicats doivent adhérer à l'Internationale Communiste.

4°)- la création de l'Internationale syndicale Rouge (I.S.R.)

Le 15 Juillet 1920, la III^e Internationale convoquait à MOSCOU une réunion des représentants des organisations syndicales révolutionnaires de Russie (Losovski d'Italie (d'Aragon), de France (Rosmer - Vergeat - Lepetit), d'Espagne, Bulgarie, et Yougoslavie. Ils firent une déclaration, sorte de charte doctrinale du véritable syndicalisme révolutionnaire. Elle exigeait un renforcement de la lutte des classes, pour renverser le capitalisme et instaurer la société communiste, et une Union internationale des travailleurs organisés, non par catégories professionnelles, comme auparavant, mais par industries. Elle dénonçait la pseudo-neutralité ou apolitisme.

"Il est du devoir de la classe ouvrière de s'organiser syndicalement dans une forte association révolutionnaire de classe, qui, à côté de l'organisation politique du prolétariat, communiste international et en liaison étroite avec elle, pourrait déployer toute sa force pour le triomphe de la révolution sociale et de la République universelle des Soviets."

Enfin, la déclaration annonçait la création d'un Conseil International provisoire des syndicats de métiers et d'industries visant à constituer dans chaque organisation syndicale un noyau de révolutionnaires. Le Conseil avait un représentant au Comité de l'Internationale Communiste. Puis cette liaison organique fut supprimée en Novembre 1922 au II^e Congrès de l'I.S.R.

Une Internationale syndicale rivale de celle des bureaucrates traditionnels qui venait de se reformer à AMSTERDAM (F.S.I.) se trouvait créée: l'Internationale Syndicale Rouge, dont la naissance fut surtout hâtée par l'exclusion hors des syndicats réformistes des militants révolutionnaires. Le préambule de ses statuts dit que l'Internationale doit pouvoir :

"organiser, de concert avec l'I.C., les forces prolétariennes en vue du renversement de la bourgeoisie, de la destruction de l'Etat bourgeois, pour l'établissement de la dictature du prolétariat, capable de prendre en main les moyens de production et instaurer le communisme.... Une telle Internationale ne peut être

17)

fondée que par les syndicats révolutionnaires de classe, pour qui sont très clairs les buts et les méthodes de lutte offensive contre leurs ennemis."

D) LE MOUVEMENT SYNDICAL DEPUIS 1920

Nous ne voulons pas écrire l'histoire des deux centrales depuis 1920. Il s'agit seulement d'en tracer brièvement les grandes directions avant d'étudier les caractères du syndicalisme actuel.

a) La Fédération Syndicale Internationale (F.S.I.) devait suivre la voie que lui avait prédite l'I.S.R. : devenir une arme du capitalisme contre le prolétariat en s'enfonçant dans la collaboration de classes. La C.G.T. française, par exemple, en s'attaquant aux Comités syndicalistes révolutionnaires animés par les communistes, provoqua la scission. Puis elle s'engagea dans un syndicalisme dit constructif, que nous étudierons dans la dernière partie. La F.S.I. s'orienta nettement vers la S.D.N.; et participa au Bureau International du Travail, aux côtés des représentants patronaux. Son activité ne tendait qu'à une amélioration de la législation sociale au travers des Pouvoirs Publics en évitant le plus possible l'action directe.

Elle s'opposa longtemps à l'unité avec l'I.S.R. - Devant l'hitlérisme et après la fusion de la C.G.T. et de la C.G.T.U. en France, elle s'engagea à son Congrès de 1936 vers la réunification. Celle-ci retardée en 1939 ne fut effective qu'en 1945. Il est caractéristique de noter que le syndicalisme réformiste capitula devant le fascisme montrant ainsi son incapacité. En Allemagne, la Centrale dut se concilier HITLER en participant à son 1er Mai de 1933, après s'être désaffiliée de la F.S.I. Cela n'empêcha pas HITLER de faire arrêter le lendemain même tous ses leaders. En FRANCE, BELIN secrétaire de la C.G.T. devint Ministre de PÉTAIN.

b) L'Internationale Syndicale Rouge (I.S.R.) fut vite entrainée dans la dégénérescence stalinienne. Il est assez difficile d'évaluer ses forces car une grande partie de ses adhérents existaient sous forme de groupes d'opposition révolutionnaire dans les centrales de la F.S.I.

En Europe, en dehors de l'U.R.S.S., les seules centrales adhérentes à l'I.S.R. se trouvaient en France (C.G.T.U.) Tchécoslovaquie et Hollande. Les minorités existaient dans les syndicats réformistes d'Allemagne, d'Autriche, et de Pologne et d'Angleterre. Le fait essentiel est l'essai d'organisation syndicale des peuples coloniaux. Mais dès 1927, l'histoire de l'I.S.R. se confond avec celle de l'I.C. stalinienne, dont elle applique aveuglément la politique. Toute opposition, comme celle des syndicalistes espagnols avec André NIN, ou de la Fédération Unitaire de l'enseignement dans la C.G.T.U. s'avéra impossible. La C.G.T.U. par ex. devint une annexe du P.C. et ses effectifs se réduisirent considérablement: elle intervenait en tant que centrale syndicale dans les élections politiques et cachait ses pertes d'effectifs par un bluff systématique et une agitation tapageuse(I). En 1932, l'I.S.R. devait avouer une régression syndicale en Allemagne, France, Angleterre, ainsi qu'en Chine et au Japon. La domination bureaucratique des P.C. sur les centrales de l'I.S.R. affaiblit celles-ci une à une et les coups des masses.

(I) Voir à ce sujet les interventions de Serret, Bouet et Salduci au Congrès Confédéral Unitaire de 9/33. La Fédé. de l'Enseigt. dans les assises syndicales.

c) La Deuxième guerre mondiale et la F.S.M.

Après le retournement du stalinisme, en 1935, une entente se trouvait à nouveau possible entre les deux internationales qui se plaçaient toutes deux sur le terrain de l'Union sacrée et de la défense nationale. D'abord envisagée en 1936 l'idée fut reprise en 1943, par le Congrès des Syndicats britanniques, qui proposa une Conférence Internationale des syndicats, réunis à Paris, en Sept/Oct. 1945, la conférence fonda la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.), elle comprenait à peu près tous les syndicats du monde, sauf l'AFL (Etats-Unis) hostile aux syndicats soviétiques. Née d'une alliance provisoire des puissances pendant la guerre commune contre l'Allemagne, elle devrait durer autant que cette union, c'est-à-dire tout juste 3 ans. En Janvier 1949, les représentants anglo-saxons quittaient le bureau de la F.S.M. dont la majorité des membres s'était prononcée contre le plan Marshall. Son dernier congrès de Juin 1949, prétendait représenter 72 millions de travailleurs, chiffre plus élevé que celui du congrès constitutif, qui comprenait pourtant les centrales anglo-saxonnes.

CHAPITRE III : NATURE ET ROLE DES SYNDICATS DANS L'IMPERIALISME DECADENT - LES TACHES DE LA IV^e INTERNATIONALE

Quelles sont, dans les conditions actuelles de l'impérialisme décadent, le rôle et la nature des syndicats ? Quelles sont les conceptions et doctrines qui se dégagent ? Il est nécessaire de répondre à ces questions si nous voulons exposer les tâches des militants de la IV^e Internationale dans les syndicats.

A - LA SITUATION ACTUELLE DE L'IMPERIALISME.

Dans ses premiers congrès, l'I.C. montrait déjà l'impossibilité pour les ouvriers d'améliorer essentiellement leur sort à l'époque de l'impérialisme :

"L'augmentation des salaires d'une catégorie quelconque d'ouvriers, arrachée au patron, au prix d'une lutte économique acharnée, est réduite le lendemain à zéro par la hausse du coût de la vie. Or, la hausse des prix doit continuer, car la classe capitaliste n'est pas en état d'organiser le système économique du monde entier."

On peut affirmer, que depuis cette date, la situation n'a cessé d'empirer. C'est ce que déclare notre programme de transition.

"Dans les conditions du capitalisme en décomposition, les masses continuent à vivre la morne vie d'opprimés, qui maintenant plus que jamais, sont menacés d'être jetés dans l'abîme du paupérisme. Elles sont contraintes de défendre leur morceau de pain, même si elles ne peuvent l'augmenter ou l'améliorer."

La caractéristique de notre époque est donc l'impossibilité pour les masses ouvrières de parvenir, par une simple lutte économique, à améliorer essentiellement leurs conditions, ou même de retrouver le niveau de vie antérieur. Toute revendication, si minime, soit-elle, met en cause tout l'équilibre d'un système qui ne peut subsister que par une surexploitation toujours accrue des masses.

Dans ces conditions, l'économique et le politique sont plus que jamais indissolublement liés l'un à l'autre. Il n'est plus aucune question écono-

mique qui intéresse le syndicat, sans intéresser, en même temps, le parti ouvrier. Les luttes des dernières années nous montrent que la plus petite revendication ouvrière tend à poser la question du régime. (ex: toutes les grèves depuis 1947, ont eu en France des conséquences gouvernementales). Il importe donc de bien faire comprendre aux ouvriers que c'en est fini avec la lutte au jour le jour et que la bourgeoisie doit être amenée nécessairement, pour maintenir ses profits à briser leurs organisations de classe, à instaurer la fascisme. Il faut pour cela dénoncer impitoyablement toute l'idéologie et l'action des réformistes et des stalinien dans les syndicats.

B - LES IDEOLOGIES SYNDICALISTES ACTUELLES.

I) Le réformisme classique joue encore un rôle assez important dans le mouvement syndical.

Si dans certains pays, comme la France et l'Italie, le stalinisme a presque réussi à diriger tous les syndicats, il n'en est pas de même dans les puissantes organisations d'Angleterre, des Etats-Unis et d'Allemagne Occidentale. Comment pouvons-nous définir ce réformisme actuel ?

La Confédération "FORCE OUVRIERE" (en France), la représente assez bien. Elle se définit ainsi lors de sa fondation : elle prétend continuer la véritable C.G.T., déterminant elle-même son action librement et démocratiquement, elle reprend "le programme constructif" de la C.G.T., elle condamne la politique de la majorité FRACHON, au nom de "l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques et des gouvernements, quels qu'ils soient".

Cette déclaration est un mélange des anciens thèmes anarcho-syndicalistes et purement réformistes.

Le thème anarcho-syndicaliste est l'affirmation de l'indépendance à l'égard des partis et du gouvernement. C'est sur cette base que les vieux syndicalistes groupés autour de Monatte à la "Revolution Proletarienne", ont pu donner leur accord à la nouvelle Centrale. (Le pur anarcho-syndicalisme que représente la C.N.T. elle-même héritière de la C.G.T.S.R., formée par la scission de la C.G.T.U., des éléments anarchisants amis de P. BESNARD - semble n'avoir aucune base de masse). En fait, cette déclaration d'indépendance n'a plus du tout la même signification que dans la Charte d'Amiens. D'une part, elle n'est pas associée au but final qui était en 1906, la révolution effectuée et dirigée par les syndicats. D'autre part, elle est dirigée essentiellement contre le Parti Communiste. Les dirigeants de F.O. sont liés à la politique de la S.F.I.O. et à la bourgeoisie. Enfin, la partie de la déclaration relative au programme constructif est en contradiction totale avec ce souci d'indépendance à l'égard de l'Etat. Le terme de constructif, nous l'avons vu, s'oppose dans l'esprit de JOUHAUX, à celui de Révolution. Il s'agit dans le cadre du régime actuel de faire sa place à un syndicat qui collaborerait avec l'Etat et le patronat.

En effet, le 20 Juillet 1940, la clique JOUHAUX réfugiée à Toulouse, lançait un appel pour la création d'une Communauté Française du Travail, qui explique ce qu'est en réalité ce programme constructif. Cette communauté :

"est le développement logique des pourparlers engagés entre la C.G.T. et les organisations patronales, en vue de réaliser un accord de collaboration."

Ses tâches, sont la remise au travail et le relèvement du pays, en associant toutes les énergies. C'est ainsi qu'au début, la participation de BELIN au Gouvernement PETAÏN, ne fut pas immédiatement condamnée. La C.G.T. de 1940, apportait à PETAÏN, le concours que celle de 1945 apportera à DE GAULLE. En se prononçant ainsi pour son intégration dans l'Etat, par ses projets de "plans" de collaboration de classes, le réformiste d'aujourd'hui n'a rien de commun avec ce qui faisait la valeur de l'anarcho-syndicaliste: construire une société sans classes par la révolution.

On ne peut séparer aujourd'hui les formes anglaises, allemandes et françaises de réformisme. Cette idée d'intégration à l'Etat, dont nous étudierons plus loin la réalité sociale, représente la doctrine commune de tous les syndicats réformistes classiques désireux de :

"prendre dans la nation la place qui leur est due, à la suite des magnifiques efforts des ouvriers dans la guerre et la reconstruction du pays(!)"

2) stalinisme et syndicalisme : quiconque s'en tiendrait aux déclarations officielles des dirigeants syndicalistes staliniens ne saurait dégager une doctrine commune. Comment, en effet, une même idéologie pourrait-elle à quelques mois d'intervalle, condamner la grève comme "arme des trusts", puis engager la classe ouvrière dans les pires grèves aventuristes ? Comment le même FRACHON qui recommandait aux cadres syndicaux de ne pas outrepasser leur seule fonction de collaboration avec la direction au sein des comités d'entreprise, peut-il déclarer, deux ans plus tard, que les mêmes cadres doivent pratiquer la lutte de classe au sein de ces mêmes comités ? Le Syndicat est-il, donc, tour à tour intégré à l'état bourgeois, puis en lutte contre cet état patron ? En fait, une seule chose est constante : l'inféodation totale au Parti Communiste, qui lui-même est un instrument de la bureaucratie soviétique dans ses manœuvres diplomatiques. Les variations staliniennes ne sont donc que le reflet des fluctuations dans le rapport des forces entre les pays impérialistes et l'U.R.S.S. et il n'y a pas plus d'idéologie stalinienne du syndicalisme, qu'il n'y a d'idéologie stalinienne en général. Une seule chose reste constante : le syndicat est une masse de manœuvre qui permet de peser sur la bourgeoisie pour l'orienter vers une alliance avec l'U.R.S.S. ou vers la neutralité.

Aussi, toute critique de la direction stalinienne des syndicats ne doit-elle jamais être strictement économique, elle doit comprendre l'explication politique de la stratégie employée. Par ex: la dénonciation du "produire d'abord" ne devait pas seulement comprendre des arguments ou des statistiques d'ordre économique, mais devait faire entrer en ligne de compte, l'explication de la politique de STALINE, dans la situation précise de l'U.R.S.S., à l'issue de la deuxième guerre mondiale. Si nous perdons de vue le lien qui relie la politique syndicale stalinienne aux intérêts de la bureaucratie soviétique, on ne saurait expliquer les variations apparentes de la doctrine syndicale des dirigeants staliniens.

Il importe aussi de bien marquer ce qui oppose cette conception stalinienne à l'analyse des syndicats dans les thèses du 2^o Congrès de l'I.C. si les marxistes rejettent la neutralité politique des syndicats et luttent pour les orienter politiquement, c'est en vue de la révolution prolétarienne. Or, ce but exclut toute domination bureaucratique du syndicat, et toute forme de "politisation artificielle des luttes ouvrières.

si la soumission devait en effet être totale dans l'organisation syndicale, il ne pourrait plus y avoir de démocratie intérieure, conditions absolument nécessaires, pour qu'elle soit une large organisation de masses. Un syndicat squelettique, annexe du Parti ne saurait être une arme efficace pour la lutte révolutionnaire du prolétariat. C'est pourquoi l'I.C. recommandait expressément:

"Le Parti doit savoir exercer l'influence la plus décisive sur les syndicats, sans les soumettre à la moindre tutelle..... le syndicat ne lui est pas soumis."

3°) -- Des "syndicats jaunes" aux "syndicats fascistes".

Il serait dangereux de ne pas signaler les différentes idéologies plus ou moins fascistes qui peuvent exister à l'époque actuelle de décomposition du capitalisme. L'expérience du nazisme, les tentatives gaullistes, nous montrent comment le fascisme recherche une certaine base ouvrière en se réclamant du syndicalisme.

Avant 1914, ce danger n'existait pas. Les ouvriers ayant subi moins de défaites et moins de trahisons, savaient se méfier des "syndicats jaunes", alors que les syndicats nazis avaient pu rassembler, un certain nombre d'ouvriers démoralisés et même diriger des grèves.

Le thème le plus fréquent de ces organisations est celui de l'association capital-travail, elles n'ont d'ailleurs rien inventé, cette théorie se trouve chez les premiers syndicats jaunes. En France, de tels syndicats existèrent vers 1902, 1904 au Creusot et à Montceau-les-Mines, sur l'intervention des patrons. JAPY, un de ces théoriciens jaunes explique par exemple:

"La tâche essentielle des syndicats sera de s'unir aux patrons contre le capital spéculatif, contre l'oligarchie bourgeoise sans idéal et sans honneur, contre les intellectuels."

Un autre, Pierre DIETRY veut:

"transformer les syndicats en collaborateurs du capitalisme et faire participer les travailleurs à la vie du capitalisme: Il faut la participation aux bénéfices, grâce à laquelle les ouvriers seront des associés, qui interviendront, dans la gestion de l'entreprise, en faisant de ce qui était les intérêts distincts des deux parties, des intérêts communs."

Le même thème est repris par la "Confédération du Travail Indépendante" de Dewez, Parsal et Belin, qui est liée au R.P.F.

Ces "syndicats" de même que toutes les tentatives de soi-disant "syndicats professionnels" créés vers 1936 par les patrons, furent un échec complet.

De même, en Allemagne et en Italie, les fascistes promettaient leur appui aux syndicats contre la ploutocratie, tout en créant les leurs et en corrompant les dirigeants ouvriers. Sous une pseudo idéologie anticapitaliste,/.....

ils cherchaient à rassembler les ouvriers déclassés ou chômeurs, pour en faire leurs troupes de choc dans les entreprises. HITLER aussi, demanda et utilisa le système du salaire proportionnel dans quelques usines (I)

Sans doute ces syndicats n'arrivent pas généralement à s'implanter dans la classe ouvrière (même en 1933, les syndicats nazis n'ont que 3 % des voix dans des Conseils d'entreprise). Mais, après la victoire du fascisme, ces éléments seront les cadres des corporations mussoliniennes, ou du Front du Travail hitlérien, vastes entreprises de répression et de surveillance de la classe ouvrière. Le "syndicat" est alors partie intégrante de l'Etat : c'est d'ailleurs l'aboutissement logique du réformisme.

C - LE CARACTERE ESSENTIEL DU SYNDICAT : SON INTEGRATION A L'ETAT

Nous venons de voir comment ces doctrines syndicales aboutissent toutes plus ou moins à une idée commune: la détermination de rapports permanents de collaboration entre l'Etat et les syndicats et du rôle que doit prendre le syndicat dans l'Etat. Cette idée exprime bien une réalité sociale qu'indique TROTSKY:

"Il y a un aspect commun dans le développement ou plus exactement dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier. C'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'Etat. Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, social-démocrates, communistes et anarchistes : ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions communes à tous les syndicats."

I) Pourquoi cette tendance ?

Les syndicats ne sont plus aujourd'hui en face d'un capitalisme basé sur la libre concurrence. Aussi ne peuvent-ils profiter de la rivalité entre les différents patrons pour déclencher une grève dans une entreprise isolée. L'adversaire est aujourd'hui fortement centralisé, les trusts et cartels contrôlent la vie économique de l'Etat et utilisent à leur guise les pouvoirs publics, qu'une de ces entreprises cesse de fonctionner par fait de grève, n'empêche de fort peu le fonctionnement du trust. C'est pourquoi les syndicats réformistes recherchent la coopération avec le Pouvoir d'Etat, qu'ils imaginent neutre et pour cela s'intègrent à ce pouvoir. Les "plans" successifs de reconstruction de la C.G.T., sa phraséologie anti-trusts, reflètent son désir d'attirer l'Etat de son côté, en affaiblissant autant que possible sa dépendance à l'égard des monopoles. Dans tous leurs discours, les bureaucrates syndicaux rappellent combien ils furent utiles pendant la guerre, pour le bon fonctionnement de l'économie et combien ils sont indispensables pour le bon fonctionnement et la reconstruction du pays. Mais, les bureaucrates qui pensent ainsi conserver encore un minimum d'autonomie, s'illusionnent, car le capitalisme monopoleur peut, de moins en moins, supporter celle-ci. TROTSKY remarque :

"Il (le capitalisme) réclame de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramasse les miettes de sa table,

(I) sur le fonctionnement de ce système "original" de surexploitation, voir la note de Favre Bleibtreu : IV^e Internationale, N^o 10 et 11, page 12, Oct-Nov. 1948.

"qu'elles soient toutes deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière..... le capitalisme impérialiste ne peut tolérer une bureaucratie réformiste que si cette dernière agit directement, comme actionnaire petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et leurs programmes, au sein même du pays, aussi bien que sur l'arène mondiale."

Nous pouvons donc conclure qu'à l'époque impérialiste, les syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants, sont devenus impossibles.

2) Exemple d'intégration à l'Etat

La citation précédente de Trotsky est parfaitement illustrée par de nombreux exemples. Avant 1939, nous avons vu les syndicats américains s'incorporer à l'appareil économique de Roosevelt pendant le New-Deal. En Espagne, les dirigeants anarcho-syndicalistes de la C.N.T. devinrent ministres du gouvernement bourgeois de Barcelone et abandonnerent le mouvement révolutionnaire dont les syndicats avaient pris la tête. Les différents plans économiques élaborés par la C.G.T. Française depuis 1920 mettent l'accent sur la suprématie de l'Etat, gardien de l'intérêt national. Elle approuvera l'arbitrage de l'Etat dans les conflits entre patrons et ouvriers. Elle participe aux organismes de l'Etat : des secrétaires de fédérations d'industries deviennent ministres (Crouzet, Paul, Gazier), d'autres siègent aux Conseils d'Administrations des entreprises nationalisées, où ils défendront, contre les travailleurs, les intérêts de l'Etat-patron (Tournemaine, Duguet). JOUHAUX est président du Conseil Economique ...

Quant aux Trade-Unions, les dirigeants travaillistes les considèrent comme une des institutions chargées d'appliquer leur politique.

Cette action a lieu également, comme le remarquait Trotsky, sur le plan mondial. Ceci est très net aujourd'hui: la F.S.M. demanda son admission dans les organisations de l'O.N.U., comme la F.S.I. participait au Bureau International du Travail, auprès de la S.D.N., quant à la Fédération des centrales favorables au Plan Marshall, elle demande sa participation à l'O.E.C.E. De l'entreprise à l'arène mondiale, les syndicats sont bien devenus des actionnaires des entreprises impérialistes.

D - LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES DANS LES SYNDICATS

Nous étudierons d'abord les tâches des militants révolutionnaires dans les syndicats réformistes des pays capitalistes et coloniaux. Nous examinerons ensuite le problème très important des syndicats, après la révolution et particulièrement des syndicats de l'U.R.S.S.

I) Dans les pays impérialistes et coloniaux

a) l'orientation vers les syndicats : l'analyse précédente a montré que, dans l'étape impérialiste, les syndicats renonçaient en fait à être des organisations autonomes de défense des travailleurs, pour devenir des institutions semi-étatiques. Dans cette inféodation, la démocratie syndicale disparaît et la lutte libre pour influencer les membres du syndicat semble impossible. Faut-il en conclure que les syndicats ont cessé d'être un milieu de travail?

Une telle position, affirme TROTSKY, serait fondamentalement fautive et le programme de transition précise :

"L'auto-isolement capitulaire hors des syndicats de masses, équivalent à la trahison de la révolution, est incompatible avec l'appartenance à la IV^e Internationale."

Il faut, en effet, nous adapter aux conditions concrètes de l'impérialisme. Et la réalité nous montre que les ouvriers ont avant tout besoin des syndicats pour défendre leurs revendications partielles et transitoires. C'est pourquoi :

"les bolcheviks-léninistes se trouvent au premier rang de toutes les formes de lutte, même là, où il s'agit d'intérêts matériels ou des droits démocratiques les plus modestes de la classe ouvrière. Ils prennent une part active à la vie des syndicats de masse, se préoccupant de les renforcer et d'accroître leur esprit de lutte."

Le premier mot d'ordre pour cette lutte est : "indépendance totale et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat. Cela implique l'opposition farouche à toute tentative d'intégration du syndicat à l'Etat, comme par exemple, l'arbitrage obligatoire. Il faut lutter, dit TROTSKY, pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie travailliste intégrée à l'Etat.

Le second mot d'ordre est : "démocratie dans les syndicats". Celle-ci ne sera possible que si le syndicat n'est pas lié à l'Etat impérialiste ou soumis à une domination bureaucratique.

C'est avec ces deux mots d'ordre que nous devons orienter vers les syndicats, qui malgré leur dégénérescence, restent un milieu de travail.

b) Contre tout fétichisme des syndicats: la nouvelle direction

Ce qui précède ne signifie aucunement que les syndicats sont un but en soi. Il faut, au contraire, se garder de tout fétichisme des syndicats. Nous devons bien savoir que les syndicats ne sauraient remplacer le Parti, qu'ils ne groupent que rarement la majorité de la classe ouvrière, et qu'il est impossible à un syndicat réformiste de ne pas s'intégrer à l'Etat impérialiste. Nous pouvons maintenant préciser le second aspect de nos tâches :

A ce sujet, notre programme indique :

"le syndicat n'est pas un but en soi, mais seulement un des moyens à employer dans la marche de la Révolution prolétarienne".

Et Trotsky précise :

"A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne". Il faut donc toujours avoir présent à l'esprit, que , seuls peuvent être indépendants, les syndicats qui se posent pour tâche de renverser le régime capitaliste. Dans ces conditions, la tâche première est la construction d'une nouvelle direction des syndicats. Il faut chasser de leurs postes les anciens dirigeants et proposer hardiment de nouveaux leaders,

capables de conduire les masses à la victoire.

Il en découle qu'il ne faut pas tolérer passivement la subordination des masses aux cliques bureaucratiques et ne pas craindre la "rupture ouverte avec l'appareil réactionnaire du syndicat". Ceci nous amène à étudier la création de formations autonomes dont l'aspect peut varier.

C'est ainsi, qu'au lendemain de la 1ère guerre, on vit les syndicats passer parfois au second plan derrière les Comités d'usines, les Conseils d'ouvriers ou les Soviets. Le militant doit toujours rechercher la forme d'organisation susceptible de regrouper la plus grande masse d'exploités syndiqués ou non, sans faire un tabou des règles formelles ou des statuts du syndicat.

Le programme de transition nous dit de :

"créer dans tous les cas où c'est possible des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des classes contre la société bourgeoise, dans même s'arrêter si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats."

Ces formations peuvent être plus ou moins durables, plus ou moins larges; une grande souplesse tactique liée à une analyse juste des aspirations des masses se révèle indispensable. Notre parti a pu être aussi amené à organiser des Comités de Lutte pour déclencher les premières grèves, puis à lutter de nouveau pour une tendance Front Ouvrier dans la C.G.T., enfin pour les "Comités d'Unité Syndicale". Tous ces divers regroupements ont un même objectif: rassembler les éléments d'une nouvelle direction révolutionnaire en évitant tout sectarisme qui nous couperait des masses et tout fétichisme des organisations traditionnelles

C) Les tâches

Notre stratégie ainsi définie, nous pouvons préciser nos tâches dans les syndicats. Les formes et les modalités varient évidemment selon les conditions locales ou nationales, et c'est au parti d'élaborer dans chaque pays, la plateforme qui convient. Les principes de l'organisation de l'I.C. sont toujours valables. Nous pouvons ainsi définir nos tâches :

- Gagner la confiance de la classe ouvrière en apparaissant dans ses luttes. Tracts et journaux doivent développer nos revendications économiques et transitoires.
- influencer aussi bien les non-syndiqués que les syndiqués,
- Conquérir et fortifier les positions importantes au sein des organisations syndicales,
- réaliser l'unité syndicale indispensable à la classe ouvrière.
- poser tous les problèmes politiques tels que la lutte contre l'impérialisme, contre les guerres coloniales et la guerre impérialiste.
- recruter pour le Parti les meilleurs éléments.

Il ne peut être question d'élaborer dans l'abstrait toutes les tâches des syndicats. Nous ne pouvons que donner une idée succincte des tâches les plus précieuses.

ses qui peuvent se trouver posées dans différentes circonstances ou différents pays. Par exemple:

- tâches d'organisation. Comités de ravitaillement, de sports et loisirs des jeunes, etc...
- élaboration d'un plan économique (ex: propagande pour un plan de la C.G.T. en 1945),
- formation d'un Parti ouvrier (aux Etats-Unis)
- Instruction militaire sous contrôle des syndicats (formation prémilitaire),
- formations des milices ouvrières, des piquets de grèves, de groupes d'auto-défense,
- Gestion et remise en marche de l'usine (Italie, Conseils syndicaux de 1920), etc...

d) Les pays coloniaux

Des tâches spéciales se présentent dans les pays coloniaux: dans ceux-ci les syndicats ont une double mission: d'une part celle des syndicats de la métropole que nous venons de définir, d'autre part, la lutte pour la libération nationale. La théorie de la Révolution permanente, nous apprend en effet qu'au stade de l'impérialisme, il est impossible de séparer les deux combats: la libération nationale des pays coloniaux et semi-coloniaux et de libération sociale. Or, les syndicats se développent dans ces pays. Comme le remarque la résolution de notre II^e Congrès mondial:

"Le fait le plus saillant des progrès accomplis par les prolétaires des pays coloniaux, en tant que classe est le puissant développement du mouvement syndical après la 2^e guerre mondiale".

La IV^e Internationale doit lutter pour aider ces formations syndicales à se développer et à arracher leur reconnaissance légale. Le syndicat colonial, comme les syndicats russes, avant 1914, doit lutter à la fois pour des tâches démocratiques: légalité, organisation sur une base nationale, et prolétariennes: lutte à la fois contre les capitalistes étrangers et la bourgeoisie indigène qui leur est alliée.

"Partout où le mouvement syndical s'est développé, affirme, notre Congrès, les sections de la IV^e Internationale s'efforcent de gagner la direction des travailleurs organisés, elles entreprennent l'organisation des travailleurs inorganisés, cette orientation étant la seule pour éviter au Parti les illusions nationalistes "petites bourgeoises."

2) Les révolutionnaires et les syndicats soviétiques

Il faut maintenant examiner les syndicats en U.R.S.S. et dans les pays de la zone soviétique. Nous serons menés, à ce sujet, à étudier quels sont le rôle et la nature des syndicats, après la conquête politique du pouvoir par la classe ouvrière:

a) le fonctionnement des syndicats sous la bureaucratie stalinienne

La victoire en U.R.S.S. de la réaction thermidorienne eut comme conséquence immédiate la liquidation des syndicats en tant que tels. Dès 1929, les syndicats furent reconstruits sous la direction du Parti stalinisé. Une ordonnance établit l'autorité absolue du chef d'entreprise et interdit aux syndicats de participer à la Direction. Puis les syndicats sont chargés uniquement d'augmenter le rendement en prônant le stakhanovisme. Les grèves sont absolument interdites, comme crimes contre l'Etat. Il n'est évidemment pas question de démocratie syndicale. Les secrétaires syndicaux nommés en fait par le Parti, sans assemblée ouvrière, ont un rôle qui relève surtout du mouchardage pour le compte du Guépéou. La meilleure illustration du fonctionnement des syndicats en U.R.S.S. est le X^e Congrès des syndicats d'Avril 1949. Alors que le dernier congrès était antérieur de 17 ans, et que toute la direction élue à ce moment avait été liquidée, aucune explication ne fut donnée sur la présence des nouveaux dirigeants non élus qui présentèrent le rapport d'activité!

La même évolution s'observe dans la zone soviétique où les syndicats se sont privés peu à peu des droits conquis à la "Libération" pour devenir des organes de propagande, pour le travail au rendement et la lutte contre l'absentéisme.

En général, les caractères essentiels de ce syndicalisme, sont connus. Il ne s'agit pas d'en appeler aux principes de la démocratie bourgeoise sur la liberté, mais d'examiner scientifiquement le rôle et les tâches des syndicats, sous la dictature du prolétariat et d'expliquer les causes de cette dégénérescence.

b) Des syndicats pendant la Dictature du prolétariat

L'étude de la dégénérescence du P.C.B. et de ses conséquences sur la structure sociale de l'U.R.S.S. a été faite, avec la question de l'U.R.S.S. Aussi, nous bornerons-nous à préciser ce qu'enseigne le marxisme sur les syndicats, après la conquête du pouvoir par le prolétariat. De nombreuses discussions eurent lieu en U.R.S.S. à ce sujet, après la période du communisme de guerre pendant laquelle les syndicats étaient liés par une discipline presque militaire à l'administration. Il y avait alors une tendance partagée par Trotsky d'obtenir une tension des forces par une étatisation poussée alors que LENINE, guidé surtout par des considérations politiques, était pour un relâchement de la pression militaire. La discussion se termina lors de la N.E.P. où le Parti adopta ses thèses sur les syndicats.

Avant de présenter ces textes, le Parti Bolchevik avait, dans sa critique de "l'opposition ouvrière", condamné une conception anarcho-syndicaliste, qui voulait donner à un "congrès des producteurs de Russie", groupés en syndicats d'industrie, la direction de l'Economie Nationale. Certes, le programme du P.C. Russe affirmait qu'au moment où les syndicats grouperaient la presque totalité des travailleurs affranchis de l'étroitesse professionnelle, il serait possible :

"qu'ils concentrent entre leurs mains toute la direction de l'ensemble de l'économie nationale, comme un tout économique et assurent ainsi une liaison ininterrompue entre la direction centrale de l'Etat, l'économie nationale et les grandes masses laborieuses".

Mais au lendemain même de la Révolution, le rôle principal doit appartenir à l'élément conscient qu'est le Parti, et les syndicats doivent simplement acquiescer une expérience pratique en participant à la Direction.

Quelle sera alors la base des syndicats ? Il faut voir pour cela la nature sociale de la dictature du prolétariat. C'est, dit Lénine, la période de transition du capitalisme au socialisme, pendant laquelle l'existence des classes est inévitable. Or, tant qu'existent les classes, la lutte des classes est inéluctable. Aussi, le parti doit-il reconnaître qu'une lutte économique existe et qu'il y a une base pour les syndicats.

Trotsky, dans "La Révolution trahie", montre également la dualité qui existe pendant cette période : c'est, dit-il, un pont entre les sociétés bourgeoise et socialiste, à ce titre, la lutte continue contre les éléments capitalistes. Le droit bourgeois qui subsiste dans la répartition des objets de consommation suppose un Etat bourgeois. La victoire des tendances socialistes se manifesterait par la suppression de l'Etat et par l'legalisation croissante des salaires (C'est évidemment l'inverse qui se déroule en U.R.S.S. où la bureaucratisation croissante traduit l'affaiblissement des tendances socialistes). Dans ces conditions, il y a place pour une lutte syndicale et même pour le droit de grève. Il importe de citer intégralement Lénine à ce sujet :

"Ni le Parti Communiste, ni le pouvoir des Soviets, ni les syndicats ne peuvent en aucune façon oublier et ne doivent pas cacher aux ouvriers et aux masses laborieuses, que le recours à la lutte gréviste dans un Etat où le pouvoir politique appartient au prolétariat, peut être expliqué et justifié uniquement par les déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien et par toutes sortes de survivances du passé capitaliste dans ses institutions d'une part, ainsi que par le manque de développement politique et le retard, d'ailleurs culturel des masses laborieuses de l'autre. Voilà, pourquoi, en cas de frottement entre différents groupes de la classe ouvrière et différents établissements et organismes de l'Etat Ouvrier, la tâche des syndicats est de contribuer à régler au plus vite, et sans douleur, les conflits avec le maximum d'avantages pour les groupes ouvriers qu'ils représentent... pourvu que cela ne nuise pas au développement de l'Etat ouvrier et de son économie."

Outre cette base de lutte économique, LÉNINE voit dans les syndicats une école de communisme, en général et de gestion de l'industrie socialiste, en particulier. Pour cela, la Direction de l'usine comprenait, outre le directeur, représentant de l'Etat, un représentant du Parti, et un du syndicat des ouvriers. Or, en 1930, Staline a dissous ce Comité: le directeur une autorité absolue et incontrôlée. Vis-à-vis des syndicats soviétiques, notre attitude est donc la suivante:

- retour à la liberté des syndicats et des Comités d'Usine !
- retour des syndicats élus démocratiquement à la participation à la gestion des entreprises !
- A bas l'inégalité sociale !
- A bas le stakhanovisme et les privilèges de la bureaucratie incontrôlée !
- Reconnaissance du droit de grève. .../...

C O N C L U S I O N S

Dans son Numéro consacré au syndicalisme, la Revue "Confrontation Internationale", écrit en éditorial :

"Il serait vain et ridicule, à la fois, de définir une prétentieuse attitude "du Parti - absent - vis-à-vis des syndicats. D'autant plus vain et ridicule, "qu'en regard, il n'existe plus guère, en Europe, du moins, un syndicalisme "digne de ce nom."

On ne saurait mieux reconnaître son incompréhension totale des questions posées par le syndicalisme ouvrier. La seule attitude possible - elle n'est pas dissimulée d'ailleurs - est donc d'attendre que se reconstruise un bon syndicalisme, un vrai. En attendant :

"Laissons aux syndicalistes honnêtes le soin de décider parmi les essais multiples (!) de l'heure, quelle stratégie générale peut favoriser au maximum "la naissance de ce mouvement."

Ce texte vaut la peine d'être cité en conclusion, car il contient exactement tout ce que ne doit pas faire vis-à-vis des syndicats un militant révolutionnaire. Il nous permet aussi de résumer notre étude :

- 1°)- Il n'y a là aucune compréhension de ce qu'est le syndicat, comment il est né et quelle fut son évolution. Or, nous avons vu que notre attitude était déterminée par une longue analyse historique des syndicats;
- 2°)- il laisse croire qu'un syndicalisme tout neuf et bien propre peut naître aujourd'hui, grâce à des spécialistes honnêtes et indépendants. Or, nous avons vu qu'un syndicat indépendant de l'Etat ne peut exister à l'époque de l'impérialisme décadent, que s'il est dirigé par des révolutionnaires.
- 3°)- Mais cette nouvelle direction doit se construire autour d'un programme, qui permette l'action dans les syndicats. Or, les rédacteurs de "Confrontation" jugent inutile ce programme puisque le parti est absent et qu'il d'abord attendre que d'autres aient reconstruit de "vrais" syndicats".
- 4°)- ils adoptent l'attitude des économistes russes qui ne distinguaient pas le parti du syndicat. La tâche selon eux est de regrouper sous n'importe quelle forme tous les individus opposés aux "systèmes d'exploitation de l'homme".
- 5°)- en même temps, ils tombent dans les erreurs sectaires définies par notre programme : puisqu'aucun syndicat digne de ce nom (!) n'existe, tournons le dos aux masses qui s'obstinent à rester dans ceux... qui sont indignes de ce nom.
- 6°)- Enfin, et surtout, ils désarment tout militant sincère qui est réduit à une inactivité totale. En n'indiquant aucune perspective de travail, ni aucune tâche, ils rendent impossible toute pratique révolutionnaire. Il ne s'agit pas d'attendre le meilleur des "multiples essais", mais de comprendre la nécessité d'une lutte au sein des masses pour la construction d'une direction révolutionnaire. C'est le seul moyen de montrer aux ouvriers avancés la voie pour sortir de la crise. Cette voie est aujourd'hui, celle de la IV^e Internationale.

PRIX : 40 FR.